

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21717 - 80ÈME ANNÉE

## « La Réunion peut s'entendre sur l'essentiel »

### Maurice Gironcel : « Pour un projet global et consensuel »

« L'intérêt de notre population est notre seule boussole », indique Maurice Gironcel, président de la CINOR et maire de Sainte-Suzanne. Pour cela, le dirigeant communiste appelle à un large rassemblement comme le CRADS en 1945. L'objectif est d'arriver à un « projet global et consensuel », « à contractualiser avec l'État pour sortir la Réunion de l'impasse ». Maurice Gironcel salue la présence d'Émeline K'Bidy, députée de La Réunion, à la réunion du 10 décembre à l'Élysée : « par sa présence elle a porté la voix de La Réunion et fait entendre nos aspirations légitimes. C'est une avancée pour le territoire ».



À la Réunion, les indicateurs sociaux et économiques restent dans le rouge. À titre d'exemples : Toutes catégories confondues, le nombre de demandeurs privés emplois demeurent à un niveau très élevé ; baisse de création d'entreprises et augmentation des défaillances ; effondrement de la construction pour les logements neufs et recul de l'investissement.

À ceux-ci se rajoute l'inflation, quasiment deux fois supérieures à celui de l'hexagone, qui pénalise la population en général et les plus fragiles en particulier. Personne ne peut se satisfaire de cette situation qui perdure dans le temps. Les perspectives pour 2025 ne sont guère plus réjouissantes. Il existe même un potentiel risque de récession.

Dans ce contexte difficile, qui n'est pas le fruit du hasard, La Réunion peut s'entendre sur l'essentiel dans un large rassemblement comme celui qui s'est opéré avec le Comité Républicain Action Démocratique et Social en 1945. La Conférence Territoriale élargie à toutes les forces vives du pays offrirait le cadre adéquat pour élaborer un projet global et consensuel.

Au bénéfice de tous, ce projet réunionnais, serait à contractualiser avec l'État pour sortir La Réunion de l'impasse. La nomination du futur 1er ministre et de son Gouvernement nous offre une opportunité à saisir pour répondre aux urgences et préparer l'avenir.

Aussi, au moment où se décident les politiques publiques qui seront mis en œuvre pour 2025, je relève que lors de la rencontre entre les forces politiques et le président de la République qui s'est tenue hier, mardi 10 décembre 2024, à l'Élysée, la délégation du groupe de la Gauche Démocrate et Républicaine (PCF et députés ultra-marin) comptait parmi ces rangs madame Émeline K'Bidi, députée de La Réunion.

Par sa présence elle a porté la voix de La Réunion et fait entendre nos aspirations légitimes. C'est une avancée pour le territoire. Je souhaite qu'à l'issue du processus en cours La Réunion parle d'une même voix. L'intérêt de notre population est notre seule boussole.

Sainte-Suzanne, le 11 décembre 2024

## À un moment décisif, la filière canne face à un État qui ne peut prendre de décision à cause de la crise post-électorale en France

### Jean-Michel Moutama : « Dans les ministères, nous n'avons pas d'interlocuteurs »

1,137 million de tonnes de cannes à sucre récoltées pour la campagne sucrière 2024, c'est le résultat le plus faible depuis des décennies. L'industriel Tereos estime que ce résultat est dû à la météo alors que le revenu trop faible du planteur est la cause principale. Ce revenu trop faible est le résultat de la stratégie de l'industriel. Pour sa part, l'État ne peut décider car la France n'a plus de gouvernement. Ce partenaire essentiel de la filière canne-sucre-alcools-énergie ne peut donc agir. « Dans les ministères, nous n'avons pas d'interlocuteurs », a déploré hier Jean-Michel Moutama, président de la CGPER. Le préfet va transmettre la demande d'une étude analogue à celle faite en Guadeloupe pour proposer des améliorations au mode de paiement de la canne à sucre livrée par les planteurs. Mais quand sera-t-elle réalisée ?

« Dans les ministères, nous n'avons pas d'interlocuteurs » : c'est ce qu'a déclaré hier sur Réunion Première Jean-Michel Moutama, président de la CGPER. Ce constat intervient au moment où la campagne sucrière 2024 vient de se terminer. 1,137 million de tonnes de cannes à sucre ont été récoltées cette année. C'est un bas niveau historique. Avant l'abolition du quota sucrier avec prix garanti par l'Union européenne en 2027, une récolte moyenne se situait aux alentours de 1,8 million de tonnes de cannes à sucre. Il pouvait arriver que le résultat soit proche de 2 millions de tonnes.

Rappelons qu'au début du siècle, l'objectif de la filière et de l'État était d'arriver à 2,5 millions de tonnes récoltées. C'est à cela que devait notamment servir la réalisation du chantier du transfert des eaux de l'Est vers l'Ouest par un réseau de tunnels creusés sous la montagne.

Cette absence d'interlocuteurs est la conséquence de l'instabilité politique en France née de la crise post-électorale suivant le second tour des législatives anticipées en juillet dernier. La motion de censure a fait tomber le gouvernement. En attendant un nouveau gouvernement accepté par une majorité de députés de l'Assemblée nationale, l'heure n'est pas aux décisions mais à la gestion des affaires courantes.

### Le revenu trop faible du planteur principale explication

La situation de crise de la filière canne-sucre-alcools-énergie ne peut se contenter de l'immobilisme. Mais à un moment décisif de son histoire, la filière fait face à une absence d'interlocuteurs de l'État. Paris est devenu un acteur essentiel de la filière à cause d'un phénomène : le refus de l'industriel d'augmenter le prix qu'il paie pour acheter sa matière première, la canne à sucre. Son prix de base n'a augmenté que d'à peine 2 % en plus de 20 ans, alors que l'inflation est de plus de 40 % sur la même période. A cela s'est ajoutée l'augmentation importante du coût de pro-

duction sù à la hausse des prix d'intrants tels que les engrais ou le carburant. Face au refus de l'industriel, l'État a mobilisé les contribuables. Aujourd'hui, 60 % des revenus des planteurs de canne à sucre proviennent d'aides publiques, et à 40 % de la somme versée par l'industriel Tereos pour acheter les cannes livrées.

Cette augmentation des aides ne suffit pas. C'est ce que montre la diminution des surfaces plantées en cannes à sucre. Pour les parcelles restantes, le rendement diminue, car les planteurs n'ont plus une trésorerie suffisante pour acheter les intrants et payer un nombre suffisant de salariés.

C'est donc bien le revenu trop faible du planteur qui est au cœur de la crise qui a donné ce résultat désastreux pour la campagne sucrière 2024.

Pour expliquer ce résultat, l'industriel Tereos rejette la faute sur la météo. Par le passé, notre île a connu des années avec bien plus de cyclones, et le résultat était nettement supérieur. Tereos porte une responsabilité dans ce résultat car depuis l'abolition du quota sucrier en 2017, l'avenir de la filière repose sur sa stratégie comme l'avait indiqué Dacian Ciolos, Commissaire européen à l'Agriculture, dès 2013.

## Pas de gouvernement, pas de décision

Lors de la réunion des acteurs de la filière à la préfecture, le préfet a indiqué qu'il allait relayer une revendication de la CGPER devenue largement partagée : demander au gouvernement une étude sur le mode de paiement de la canne à sucre. En effet à La Réunion, la formule actuelle ne tient pas compte des gains de productivité de l'industriel, du fait que la production de sucres spéciaux est plus importante que le sucre en vrac, et des nouvelles valorisations permises par la création de richesses à partir de la fibre notamment. En Guadeloupe, une étude analogue a conduit à la conclusion suivante : il faut revoir la formule pour que les revenus des planteurs augmentent.

L'engagement du préfet montre le soutien de l'État à cette initiative. Mais l'État est aujourd'hui paralysé par l'instabilité politique en France : pas de gouvernement, pas de décision.

Cette situation souligne l'urgence d'un autre mode de gouvernance de la filière canne-sucre-alcools-énergie. L'avenir d'un secteur stratégique de notre économie ne doit pas dépendre de responsables vivant à 10 000 kilomètres et pour qui la France est la priorité, pas La Réunion.

**M.M.**

## « Amenn la vi an baton d'shèz » : In kozman pou la route

Médam zé méssyé, la sossyété, koz èk mwin sé koz èk in kouyon mé sé o pyé d'lo mir k'i oi lo masson.

Amenn la vi an baton d'shèz wala in kozman lé pa klèr pou mwin. Pou koué ? Pars an vérité sa i vé dir plizyèr zafèr. I pé amenn la vi an dégréné. I pé amenn la vi an dézord. I pé ankor amenn la movèz vi mé mi panss pa i fo alé ziské la.

Mwin la trouv dann in shanson chagossienne Charlésia Alexis téi shante : lé tan mo ti viv dann Chagos, Mo ti koma payanké dan lézèr. Dopli mo apé viv dann Moris, mo amenn la vi kotomidor — kotomidor in pé i tradui sa konm « amenn la vi an baton d'shèz ». Mi panss pa sa i sava ziské la, mé azot de oir. In pé i di kotomidor sa lé pa dann la lang kréol rényoné. Mwin pèsonèlman mi koné pa oziss. Pars sé in léspréssion i sone dann mon zorèye é mwin noré bien émé sa lé rényoné.

Al ! Mi kite azot rofléshir la dsi é ni rotrov pli dvan sipétadyé.

**Justin**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
80e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : [redaction@temoignages.re](mailto:redaction@temoignages.re)

SITE web : [www.temoignages.re](http://www.temoignages.re)

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : [publicite@temoignages.re](mailto:publicite@temoignages.re)

CPPAP : 0916Y92433

# Oté

## Lo droi lézote ok, mé noute droi ossi !

Mézami, dopi dé zané é dé zané néna issi La Rényon — an parmi l'moune — in for mouvman i démanté pa pou done kou d'min bann shagossien pou zot gingn lo droi retourn dsi zot tèr natal lo Larshipèl Chagos. Sirésèrtin zordi, bann rényoné k'i gnor la zéografi épi listoir i gnor pa listoir bann zil Chagos é mèm zot zéografi.

Astèr ni koné, pa zordi, pa domin La républik Moriss i sa fèr in n'afèr an or avèk lo ratashman bann zil Chagos avèk son tériroir ; sak i apèl son domène maritime protézé sar in gran domène avèk pliss dè million kilomète karé... Ni koné sé lo droi internassyonal i akorde ali in droi konmsa par lo laplikassion lo droi la dékolonizassion. La Prèv ; la cour internassional La Haye la fine pran son déssizion an droi. La prèv ankor lo rézilta bann négossyassion rante gouvernman morisien é gouvèrnman britanik.

Zordi nou l'aprè assist in tourné-viré rante lo nouvo gouvernman La Républik Moriss, lo gouvernman britanik, épi lo pouvoir trumpist i tarde pa mète ali an plass. Néna ankor la pozission bann gran péi loséan indien é tardra viendra lé obligatoir tienbo konte de sa. Sirtou i fo pa fé konmsi lo monde koméla é sète demin sar konm sète yèr ; in monde nouvo lé aprè énéte é sa sar kékshoz in possib gnoré.

Astèr i fo ni poz noute problèm anou Rényon é rényoné. Ni fé parti loséan indien, mi panss bien. Nou lé dann bannzil Maskarègne. Par noute égzistanss La Franss i taye ali in gran morssso loséan indien épi loséan glassyal antartik avèk toussa bann droi san nou li noré pa.

Arzoute èk sa la koopérassion dann loséan indien sé in nafèr biento i sava marshé é nou dann s'tan-la, ni deboute guète ? Mi panss pa, nou la pa tyé kouyon pou pran son plass.

Sé pou sa mi invite toute sak La Rényon i konte konm demoune ouvèr dsi lo monde pou dir azot, l'èr lé véni pou nou afirma in pé noute droi dann loséan indien épi dann son lékonomi blè avèk si tan tèlman bann promèss pou l'avnir... Si i parl ko dévlopman i fo bien ni panss La Républik Maurice, Madagaskar épi son bann tériroir La Franss lapoz la min dsi. I fo ni panss l'Inn, La Chine... Mi vé pa dir i fo ni zape l'Érop : ni zape pa l'Érop konm ni zape pa L'Afrik.

L'èr lé véni pounou ossi bien karte noute zèl dann loséan indien épi grade ossi in ptyé dann l'Érope. Si ni oi in pé lé shoz konmsa ni rann anou konte noute lavnir lé pa boushé konm déssèrtin i kroi mé néna pou nou in grann promèss dévlopman dann lo opo dévlopman avèk in bonpé péi. I fo ni dépass lo départman ! Dépass La réjyon ! dépass ankor noute par lantartik ! Dépass ankor noute lotonomi épi nouye lindépandanss pou fé rokonète noute droi.

A bon antandèr salu !

Nb si nou téi plézante in pé ? Si nou téi di lo bann tériroir franssé lantartik sé dopi sin Pyèr i komann sa. Donk nou néna in droi ladsì ! Akoz pa komanss la bataye pou noute droi.

*Justin*